



Dominique Lorrain, Charlotte Halpern, Catherine Chevauché (dir.). Villes sobres : nouveaux modèles de gestion des ressources. Paris, Presses de Sciences Po, 2018, 360 pages.

Elvan Arik

► **To cite this version:**

Elvan Arik. Dominique Lorrain, Charlotte Halpern, Catherine Chevauché (dir.). Villes sobres : nouveaux modèles de gestion des ressources. Paris, Presses de Sciences Po, 2018, 360 pages.. Critique Internationale, 2019, 10.3917/cii.084.0217 . hal-02297933

HAL Id: hal-02297933

<https://hal.science/hal-02297933>

Submitted on 26 Sep 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

DOMINIQUE LORRAIN, CHARLOTTE HALPERN, CATHERINE CHEVAUCHÉ
(DIR.). **VILLES SOBRES : NOUVEAUX MODÈLES DE GESTION DES
RESSOURCES**. PARIS, PRESSES DE SCIENCES PO, 2018, 360 PAGES.

Elvan Arik

Presses de Sciences Po | « Critique internationale »

2019/3 N° 84 | pages 217 à 221

ISSN 1290-7839

ISBN 9782724635836

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/revue-critique-internationale-2019-3-page-217.htm>

Distribution électronique Cairn.info pour Presses de Sciences Po.

© Presses de Sciences Po. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.



DOMINIQUE LORRAIN, CHARLOTTE HALPERN, CATHERINE CHEVAUCHÉ (dir.)

Villes sobres : nouveaux modèles de gestion des ressources

Paris, Presses de Sciences Po, 2018,

360 pages.

par Elvan Arik

La « ville sobre » pourrait-elle réussir là où la « ville durable » n'est pas parvenue à faire émerger un répertoire d'actions communes capable de s'attaquer sérieusement aux défis de la crise

climatique ? Telle est la question sous-jacente de l'ouvrage collectif dirigé par Dominique Lorrain, Charlotte Halpern et Catherine Chevauché, qui réunit les contributions de chercheurs en sciences sociales et d'experts-ingénieurs du groupe Suez. Tout en admettant que ces deux référentiels de marketing urbain affichent les mêmes ambiguïtés téléonomiques, les auteurs partent du constat que la notion de sobriété est en train de fédérer une nouvelle génération de politiques urbaines, animées par un objectif de réduction de consommation des ressources naturelles au sein des espaces qu'elles gouvernent. L'idée directrice défendue ici est que ces nouveaux modèles de gestion des ressources représentent des solutions sociotechniques crédibles pour maintenir un horizon émancipateur de progrès et de croissance économique, bien qu'ils supposent *a minima* de faire évoluer (et non de transformer radicalement) un mode de production capitaliste qui, jusqu'ici, a entraîné une augmentation frénétique des consommations énergétiques et des destructions écologiques irrémédiables. Ce parti pris, sans doute utopique par le tour de force idéologique sur lequel il s'appuie et qui aurait mérité de faire l'objet d'une discussion théorique plus approfondie, conduit les auteurs à analyser les conditions techniques, institutionnelles et sociales susceptibles de forcer le passage vers un nouveau « régime économique de ville sobre » (p. 29).

Dans l'introduction et le chapitre méthodologique, les trois coordinateurs décrivent d'emblée les enjeux de cette « révolution urbaine » naissante : l'irruption de technologies fondées sur la production ou le stockage des énergies renouvelables et sur

le recyclage des matières premières – phénomène détaillé dans une synthèse très utile qui recense les innovations existantes (chap. 13, p. 283) – vient bouleverser le modèle des grands réseaux techniques à partir desquels les espaces urbanisés se sont historiquement développés et ont atteint, du moins dans les pays industrialisés, une universalisation des services de base (eau, assainissement, énergies, déchets, transports). L'ambition de *Villes sobres* consiste à dresser un bilan des premières tentatives d'hybridation entre infrastructures centralisées et décentralisées à partir d'études de cas aussi bien à l'échelle de métropoles industrialisées et en développement qu'à celle, micro-territorialisée, de « gros objets urbains » (aéroports, parcs industriels). Cette entrée empirique est complétée par la remise en perspective des trajectoires et des typologies de transition énergétique dans le monde occidental (Christophe Defeuilley, chap. 3 ; Vincent Lenouvel et Camille Poiroux, chap. 12) et l'analyse du rôle central des infrastructures urbaines dans les politiques nationales des pays émergents de l'« arc Pacifique » (Alvaro Artigas, chap. 7) et de la Chine (Rémi Curien, chap. 10). Malgré leur intérêt respectif, ces chapitres plus généralistes proposent un regard stato-centré du développement technique et urbain qui s'écarte de la grille d'analyse, pourtant originale et cohérente, explicitement présentée en début d'ouvrage. Celle-ci préconise l'adoption d'une lecture fine de la fabrique urbaine, saisie dans son historicité et sa dimension relationnelle aux territoires depuis sa couche (ou strate) matérielle (des formes bâties, des réseaux techniques, des systèmes de production d'énergie) jusqu'à celle des institutions (les gouvernements locaux et les grandes entreprises privées) en charge de réguler les « briques constitutives du métabolisme urbain » (p. 42). Cette approche ancrée du gouvernement urbain par les réseaux, qui avait déjà démontré sa fécondité heuristique dans deux précédents ouvrages coordonnés par D. Lorrain¹, s'est ici enrichie en empruntant au courant de l'écologie industrielle et territoriale une méthode de description et de comptabilisation des flux, en l'occurrence d'eau, d'énergie (électricité, chaleur, froid), de déchets et même de produits chimiques (carbone, chlore, phénol). Aussi, « suivre les flux (et finalement les sous-flux) d'un système urbain » (p. 44) est le moyen choisi pour décrire et interroger la (ré) organisation institutionnelle, la « robustesse » technique, la viabilité économique et écologique de configurations dites « symbiotiques ». Emprunté au champ de la biologie, ce terme organiciste sert à caractériser des procédés de récupération, de valorisation et de rebouclage optimisé et circulaire de plusieurs types de flux, traditionnellement gérés dans une logique réticulaire et sectorielle.

De cet objectif ambitieux, les monographies urbaines présentées ici réussissent à tirer une série de résultats significatifs. Le premier apporte un début de réponse à la question posée en introduction de ce compte rendu. Toutes les symbioses étudiées à travers le monde, les plus courantes consistant à valoriser les filières

1. Dominique Lorrain (dir.), *Métropoles XXL en pays émergents*, Paris, Presses de Sciences Po, 2011 ; D. Lorrain (dir.), *Métropoles en Méditerranée : gouverner par les rentes*, Paris, Presses de Sciences Po, 2017.

des déchets ou de l'eau (boues d'épuration, rebuts organiques, eaux usées, eaux de pluie) pour alimenter des microcentrales électriques ou à chaleur, ont un effet dérisoire sur l'empreinte écologique des villes. Les économies d'énergie sont faibles par rapport aux effets attendus et la limitation des rejets polluants souvent négligeable. Dans ces conditions, la sobriété ne relève plus que d'un enjeu de positionnement stratégique sur le marché mondial des métropoles attractives. Par ailleurs, si elle ne poursuit pas prioritairement une finalité écologique, la quête de sobriété est un levier de transformation des modes de gouvernement des services urbains à travers la mise en place de nouveaux instruments de l'action publique (fiscalité incitative, réglementations techniques et normes juridiques contraignantes, planification intégrée). Selon les auteurs, instaurer une gouvernance plus transversale, permettant une coordination effective entre acteurs locaux (élus, industriels, promoteurs, ingénieurs), sera une étape préalable pour que les symbioses urbaines puissent à l'avenir essaimer.

Ces résultats se déclinent différemment selon la situation des villes et les objets étudiés. Dédiés aux mondes urbains industrialisés, les chapitres 1, 2 et 4, respectivement centrés sur Genève (Julie Pollard), Vancouver (Olivier Coutard) et Singapour, comparée ici à Windhoek, capitale de la Namibie (Michel Lafforgue et Vincent Lenouvel), montrent que, faute de vision politique partagée, l'exemplarité affichée par ces villes bute sur des conflits sectoriels, techniques, sociaux ou liés au processus de reterritorialisation, souvent partiel, des flux à l'échelle des bâtiments, des îlots ou des quartiers. Ces différentes formes de résistance limitent l'intégration des nouvelles technologies aux réseaux existants et, de fait, à l'ensemble du système urbain. Ces villes pionnières jouent néanmoins un rôle d'« incubateurs du changement » (p. 312), en multipliant les expérimentations et les innovations techniques locales, qui circulent et se déploient également dans les grandes métropoles émergentes, notamment sous la forme de projets ponctuels d'aide au développement impulsés par des organisations internationales. Ce qu'illustrent parfaitement le travail de Rémi de Bercegol et Shankare Gowda sur la gestion des déchets et des eaux usées à Delhi (chap. 5) et celui d'A. Artigas et C. Halpern sur la distribution de l'eau à Lima (chap. 6), c'est que l'injonction à la sobriété, promue depuis l'Occident, ne s'aligne pas sur l'agenda réformateur de métropoles pauvres où la défaillance des services urbains représente la norme plutôt que l'exception. De fait, les défis techniques et les priorités politiques restent concentrés autour des grands réseaux, ces derniers essayant, non sans mal, de conjuguer une gestion extrêmement centralisée des services urbains avec de forts enjeux d'équité socioterritoriale, d'étalement urbain, d'assainissement des environnements extrêmement pollués ou de risques de pénurie d'énergie et d'épuisement des ressources naturelles. Enfin, les symbioses les plus abouties ont été observées au sein de mégaprojets tels que l'aéroport d'Amsterdam (Charlotte Halpern et Camille Douay, chap. 8) et surtout deux parcs industrialo-chimiques

chinois à Suzhou et Shanghai (R. Curien et D. Lorrain, chap. 9 ; D. Lorrain, chap. 11), trois espaces stratégiques, vecteurs de l'insertion économique des villes au sein des circuits de la mondialisation. Ces « *utility islands* » (p. 259) possèdent plusieurs avantages facilitant l'émergence d'innovations sociotechniques : il s'agit d'infrastructures créées *ex nihilo* sur des réserves foncières vierges, souvent propriétés de l'État, aménagées dans le cadre d'une planification relativement stricte (autoritaire dans le cas chinois), ce qui permet d'anticiper en amont les synergies entre infrastructures, d'une part, entre acteurs nationaux et locaux, d'autre part. Ces projets sont, par ailleurs, de tailles relativement réduites, la proximité topographique entre acteurs et infrastructures favorisant les possibilités techniques et économiques de couplage entre divers flux. Enfin, le développement de métabolismes circulaires repose entièrement sur le volontarisme d'entreprises privées pour lesquelles la sobriété est un moyen de transformer les ressources en actifs valorisables dans une économie de marché microterritorialisée. Toutefois, le résultat reste fortement nuancé ainsi que le rappelle joliment D. Lorrain à propos de l'un des parcs industriels chinois : « La synergie assainissement/énergie, étudiée, vient introduire une goutte de symbiose dans un océan centralisé, conventionnel et fortement consommateur en ressources énergétiques et naturelles » (p. 238).

On l'aura compris, tout l'intérêt de cet ouvrage est d'interroger les politiques de sobriété à l'aune des transformations matérielles et institutionnelles qu'elles induisent au sein des grandes métropoles mondiales. À ce titre, *Villes sobres* est un ouvrage convaincant lorsqu'il démontre que l'impératif de la sobriété relève moins d'une finalité de préservation environnementale que d'un moyen de redéfinir localement les modalités d'accès aux ressources énergétiques et naturelles entre différents acteurs en compétition. En cela, la sobriété ouvre « un agenda de réformes porteur d'une recomposition des rapports politiques, économiques et sociaux dans les villes » (p. 326). Malgré ce constat distillé dans les dernières lignes d'une conclusion générale qui admet également que « la sobriété ne bénéficie pas automatiquement aux populations les plus démunies » (*ibid.*), la dimension politique et sociale, soit les enjeux des rapports de pouvoir et de justice enchâssés dans les infrastructures, est largement absente de l'argumentaire développé. De fait, les auteurs disent peu de choses sur les objectifs plus ou moins intentionnellement poursuivis par les coalitions d'acteurs publics et privés qui mobilisent ce nouveau mantra rhétorique, sur les rapports de force et les conflits dans lesquels ils s'inscrivent, et surtout sur les inégalités sociales, spatiales, environnementales provoquées au nom de cette supposée quête de sobriété. Si le concept de symbiose renvoie par définition à l'idée d'une association réciproquement bénéfique de deux organismes, à qui profite concrètement les projets d'hybridation entre macro-réseaux et systèmes circulaires ? En écho à la réédition d'un ouvrage

célèbre de Claude Raffestin, de quelle « géographie du pouvoir »² les technologies sobres sont-elles le produit mais aussi le moteur ? Répondre à ces questions aurait impliqué de rééquilibrer une lecture des métabolismes urbains exclusivement centrée sur l'offre technologique – la sobriété remobilisant l'imaginaire techniciste de l'efficacité³ – en suivant les flux de matières et leurs instruments de régulation jusqu'aux moments et aux lieux de leur consommation. La mise en œuvre de véritables configurations sociotechniques visant la sobriété ne pourra en effet faire l'impasse d'une compréhension des enjeux co-évolutifs entre offre et demande d'énergie. Toute une littérature anglo-saxonne a montré que les infrastructures déterminent, selon les contextes spatio-temporels, la nature des relations entre des pratiques sociales, des objets matériels et un système de représentations et d'attentes liées à la fourniture des services urbains⁴. En retour, l'évolution de la demande d'énergie influence et soutient la reproduction de configurations sociotechniques existantes. La moitié du chemin reste donc à faire après les jalons posés par les contributions réunies dans cet ouvrage, dont le mérite est aussi d'insister sur l'urgence, face à la crise climatique, d'« inventer des institutions qui représentent le temps long et les générations futures (...) et, à un niveau plus fin, des règles comptables qui introduisent le coût complet et les coûts évités de préservation des ressources naturelles » (p. 27). ■

Elvan Arik est docteur en urbanisme/géographie (UMR 5600 Triangle), actuellement post-doctorant au Labex-Med/MMSH (LAMES-Plan Bleu). Ses travaux portent sur les services urbains dans les villes en développement, notamment dans les métropoles turques, où il s'intéresse aux transformations des pratiques de chauffage impulsées par l'arrivée du gaz naturel. Il est l'auteur de « Chronique d'une transition énergétique en tension : l'universalisation inachevée du réseau de gaz naturel à Istanbul », *Flux* (93-94, 2013, p. 56-69) et a co-écrit avec Éric Verdeil, Hugo Bolzon et Jimmy Markoum « Governing the Transition to Natural Gas in Mediterranean Metropolis: The Case of Cairo, Istanbul and Sfax (Tunisia) », *Energy Policy* (78, 2014, p. 235-245).

arik.elvan@gmail.com

2. Claude Raffestin, *Pour une géographie du pouvoir*, Lyon, ENS Éditions, 2019 (1980).

3. Bruno Villalba, Luc Semal (dir.), *Sobriété énergétique. Contraintes matérielles, équité sociale et perspectives institutionnelles*, Paris, Quæ Éditions, 2018.

4. Voir, par exemple, Elizabeth Shove, Frank Trentmann (eds), *Infrastructures in Practice. The Dynamics of Demand in Networked Societies*, Abington, Oxon, New York, Routledge, 2019.